

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI



HUIT PAGES



LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Regard en arrière. — P.-M. ANDRÉ.
Les Résultats de la tactique réformiste. — Charles DUMAS.
Théorie jaune. — René CABANNES.
Antimilitarisme syndical. — J.-P. GRANDVALLET.
Le Congrès des Employés. — C.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
Notre doctrine. — Ch. RAPPOPORT.
Gageure. — MAUSSA.
Récidiviste.
Ecoles professionnelles. — Max BRÆMER.
Le Vole du Budget capitaliste en Allemagne.
L'Association des Saboteurs. — Ch. D.
Les Conseils consultatifs du Travail. — P.-M. A.
Concentration capitaliste.
L'Action sociale.
La Presse socialiste.

REGARD EN ARRIÈRE

Un mois nous sépare de l'ouverture des Congrès de Marseille et de Toulouse. C'est l'heure de jeter un regard en arrière pour mesurer le chemin parcouru depuis Amiens et surtout depuis Nancy.

Le triomphe éclatant remporté par le syndicalisme-révolutionnaire au Congrès d'Amiens avait eu sa répercussion dans le parti socialiste. Tels qui furent les plus empressés à innover en matière socialiste, à l'époque où Millerand engageait la classe ouvrière française dans l'impasse du ministérialisme, et qui célébrèrent la collaboration politique des classes et son corollaire le subventionnisme syndical, adoptèrent, avec non moins d'enthousiasme, le syndicalisme-révolutionnaire et son complément politique, cet anarchisme bâtarde qu'on a appelé l'hervéisme.

Les meilleurs esprits furent trompés par la grossière réclame que firent les journaux réactionnaires à l'infime minorité d'agités qui avaient la prétention d'incarner en leurs bruyantes personnes les organisations syndicales françaises. Dans les rangs du Parti, nombreux étaient ceux qui s'imaginaient que les adhérents de la C. G. T. étaient conquis à l'action directe et, au moyen de cette arme perfectionnée, étaient en mesure d'accomplir la Révolution sociale. De quel souverain mépris on considérait alors les « machines à cotiser » de l'Allemagne ouvrière ; avec quel orgueilleux chauvinisme, on leur opposait l'action révolutionnaire de nos minorités audacieuses !

Ces aberrations déterminèrent une crise confusionniste analogue à celle du millerandisme. Les camarades étaient persuadés qu'il suffisait d'une minorité résolue pour réussir le « coup de main » révolu-

tionnaire, comme ils avaient cru, quelques années auparavant, qu'une minorité socialiste au Conseil des ministres accomplirait le plus grand miracle des temps modernes. Ils s'imaginaient qu'une poignée de militants était capable de faire marcher la masse inorganisée dans des « répétitions » d'abord, pour la grève générale expropriatrice et l'insurrection ensuite. Et ces illusions dangereuses étaient si développées dans l'esprit de nombreux camarades qu'au lieu de les dissiper, en les heurtant en face, la majorité du Parti eut la faiblesse de les flatter, espérant sans doute que le temps et la dure leçon des faits feraient leur œuvre, comme ils la firent pour les illusions ministérialistes.

Nous n'avons pas voulu partager cette faiblesse, assumer devant l'Internationale la responsabilité d'avoir, par des complaisances, contribué à prolonger la confusion des esprits et à entraver le recrutement socialiste et syndical de notre prolétariat. De même que nous avons crié « Casse cou ! » dans la tourmente millerandiste, sectaires impénitents nous avons crié « Casse cou ! » dans la crise anarcho-syndicaliste.

Et pour résister à la nouvelle déviation, nous n'avons pas eu besoin de moyens extraordinaires. Il nous a suffi de maintenir intacte et de rappeler la tradition socialiste. Au révolutionnarisme de contrebande offert aux militants de France, nous avons opposé la *Révolution sortant de l'organisation*.

Ainsi que l'écrivait le citoyen Edouard Vaillant en 1901⁽¹⁾, nous n'avons pas cru et « nous ne croyons pas qu'un acte soit en lui-même et par sa forme révolutionnaire. Il le devient dès que son effet contribue au progrès socialiste et à l'émancipation ouvrière. Plus d'un acte prétendu révolutionnaire a perdu son caractère, jugé à distance historique, alors qu'il était attribué justement à des efforts d'éducation et d'organisation ouvrière et socialiste longtemps méconnus ».

Ce rappel à la conception véritablement socialiste de la Révolution ouvrière, nous a valu d'être qualifiés d'endormeurs. Mais si grande était la force de cette conception que le syndicalisme libertaire a dû renoncer à la discuter et que, finalement, elle a gain de cause à la veille des Congrès de Marseille et de Toulouse.

C'est Marcel Sembat, c'est Jaurès qui viennent d'appeler le syndicalisme français à songer à s'organiser avant de tenter des expériences de mobilisation ouvrière qui révèlent à l'ennemi capitaliste la faiblesse de notre armée.

C'est partout en France les militants ouvriers se rendant à cette évidence, si fortement indiquée en 1901 par le citoyen Vaillant, « que le Parti ne doit être compo-

sé que d'éléments exclusivement socialistes, de même que la C. G. T. ne doit l'être que d'éléments corporatifs. »

Ouverts dans ces dispositions d'esprit aujourd'hui dominantes, les Congrès de Marseille et de Toulouse marqueront sans aucun doute les progrès de notre unité morale qui largement contribuera à renforcer les organisations syndicales et politiques de la même classe ouvrière.

P.-M. ANDRÉ.

HIER & DEMAIN

II

Les Résultats de la Tactique Réformiste

Au lendemain du Congrès de Nancy, le citoyen Varenne écrivait : « Nous avons, pendant deux ans, fait à l'unité socialiste le sacrifice de certaines apparences. Mieux valait courir le risque de paraître nous écarter un instant de notre politique traditionnelle et réserver l'avenir dans l'attente d'un événement qui nous permettrait de la restaurer ». Et quelle est donc cette politique traditionnelle ? C'est tout simplement l'accord permanent avec tous les éléments de gauche qui en voudront bien.

Écoutons-le encore parler, au lendemain des élections municipales : « Mais l'autre-fraction (de la majorité gouvernementale), celle qui reste fidèle à la politique d'hier, pourquoi refuserions-nous de la distinguer de la première ? Pourquoi n'essaierions-nous pas de conclure avec elle, non pas une alliance étroite, mais un accord loyal et permanent... »

C'est, à la subtilité près de « l'alliance étroite » et de « l'accord permanent », l'ancien Bloc des Gauches, ni plus ni moins, qu'il s'agit de restaurer et si ce Bloc est un peu rétréci, ce n'est pas de la faute de Varenne et de ses amis puisque dans une réponse au camarade Rollin, de Clermont, il s'en lamente : « Hélas, dit-il, pour s'unir il faut être deux et les radicaux ne veulent pas d'accord avec les socialistes ! »

Tous ces aveux sont jolis. Présentés au lendemain du Congrès de Nancy, ils illuminent d'un jour singulièrement intense la démonstration du but de la tactique réformiste que je faisais dans un précédent article.

Par deux fois, la minorité a été battue. Et maintenant on jetterait le masque des « apparences », l'heure étant venue de réaliser enfin, d'en revenir au passé jamais abdiqué.

Certes, Varenne et ses amis, ne sont pas tout le réformisme. Tout au plus en sont-ils les éclaireurs, ceux qui vont de l'avant, dont les manifestations, sans engager, ni compromettre le gros de la troupe, constituent cependant autant de coups de sonde jetés dans l'opinion du Parti.

Nous avons eu les déclarations de Varenne, nous avons eu le « geste » de Breton, nous avons eu le Manifeste des Dix-Huit ; autant de questions qui seront portées à Toulouse, tandis

(1) Le Petit Sou du 3 mai 1901.

que la Fédération du Tarn, élargissant le débat, pose la questions des réformes que nous pensions close depuis Amsterdam. Cependant, il est presque certain que les gros bataillons réformistes ne s'engageront pas à fond ; ils sentent bien que ce serait aller au devant d'un désastre et ils préfèrent, une fois de plus, se réserver cet avenir que la force des choses fait se dérober devant eux, chaque jour davantage.

Si le Réformisme était resté lui-même, il est possible qu'il ne serait pas plus fort aujourd'hui qu'il ne l'est malgré ses victoires tactiques remportées sous le masque des apparences, mais, à coup sûr, il porterait une moins lourde responsabilité et il n'aurait pas à son actif la lamentable faillite de la politique suivie, depuis apparemment deux ans, par la majorité du Parti et dont le Parti, tout entier, a eu à souffrir terriblement.

Jamais l'anarchisme n'aurait connu le renouveau de ces temps derniers si le Réformisme n'avait jugé à propos de l'emmancher au bout de son arme antiguesdiste ; jamais le prolétariat ne se serait engagé dans les méthodes qui ont abouti à Draveil-Vigneux si, pendant des mois, les théoriciens de l'action directe, du sabotage, de l'insurrection permanente, des grandes manœuvres révolutionnaires n'avaient eu à leur disposition les colonnes de l'organe quotidien du Parti pour y prêcher ces doctrines qui faisaient dire au *Peuple*, de Bruxelles, peu susceptible de partialité cependant, que si les lecteurs de *l'Humanité* avalaient sans broncher de pareilles choses, ils étaient mûrs pour la maison de fous.

Et si, sur ce point, la catastrophe a été, dans un certain sens, circonscrite, si elle ne s'est réalisée que dans la mesure nécessaire pour avertir fortement le prolétariat de l'erreur où on l'entraînait, c'est qu'il se trouvait dans le Parti une minorité presque égale à la majorité et qui, de tout son effort, de tout son courage, de toute sa clairvoyance a lutté, et combattu les tactiques et les doctrines de folie. Si par malheur elle n'avait pas été là ou si elle n'avait pas été écoutée, si tout le prolétariat avait cru, lui aussi, aux « apparences », le désastre eut été immense.

Et croit-on encore que c'est au cri « d'antipatriotisme » que nos adversaires bourgeois auraient pu nous combattre et nous vaincre en plus d'un point, en mai dernier, si le Réformisme, pour se créer une majorité « apparente », n'avait cru devoir émettre à Nancy une motion qui déclarait qu'une de guerre nous trouverait en état d'insurrection, comme si le prolétariat impuissant encore à s'insurger pour se libérer à jamais du capitalisme pouvait trouver le courage et la force de s'insurger pour se débarrasser ou tenter de se débarrasser du fléau infiniment moindre de la guerre !

Ah ! je sais bien que l'on a dit que si la bourgeoisie n'avait pas eu cet argument, elle en aurait trouvé un autre pour nous diffamer.

C'est possible, c'est même certain. Seulement la question est de savoir s'il eut été bon, tandis que celui-là était excellent. C'est grâce à lui qu'on a écarté du socialisme des masses qui y venaient et qu'auprès de ces mêmes masses, encore trop ignorantes, on nous a par avance discrédité, nous et toute notre action. Le jour où nous nous trouverons sur le seul terrain de la propriété, il faudra bien que la bourgeoisie y vienne et ce jour-là, quels que soient les arguments qu'elle emploiera, elle sera cependant contrainte de poser elle-même, devant le pays, un problème qui ne peut se résoudre que par sa défaite définitive.

Ce jour-là aussi, et ce sera tant pis pour les arrière-pensées du réformisme, l'abîme sera à jamais creusé entre nous et les fractions, même les plus avancées, de la classe ennemie. C'est pour vouloir ramener sans cesse le Parti sur ce terrain que nous nous sommes attirés tant de haines de toutes parts.

Ainsi donc, à la veille du nouvel assaut qu'il

va tenter et qu'il prépare depuis quatre ans, le Réformisme apparaît impuissant à se réaliser lui-même, parce que la force des choses est contre sa tendance, sortie toute armée du cerveau de quelques hommes et mise au service de quelques hommes ; mais si grâce à des apparences, il a triomphé dans sa tactique, ce n'est (lui seul a pu en être surpris) que sa tactique qui s'est réalisée. Nous savons maintenant comment.

Charles DUMAS.

THÉORIE JAUNE

Les *Leroy-Beaulieu* de l'économie bourgeoise s'efforcent, selon la pittoresque expression de Marx, de pallier des maux avec des mots.

Pour eux, le désordre économique que suscite le machinisme développé, ne peut être qu'un *inconvenient temporaire*. Contre lui sont les ressources d'équilibre du capitalisme. Les crises de chômage, les lock-out et les grèves sont les apparences de l'instinct de révolte des collectivistes, et non pas les conséquences de l'organisation sociale.

Sans doute, l'élément mécanique bouleverse à chaque étape de progrès le mode de production en cours, mais cela ne peut atteindre l'ouvrier. Chassé de l'usine par le *cheval-vapeur*, mathématiquement, il doit retrouver dans une autre industrie le travail perdu. Cette certitude d'occupation est dû à la facilité de placement dans une autre branche d'activité de la partie de capital qui représentait son salaire.

Ainsi, d'après nos sociologues conservateurs, le capitalisme montre qu'il repose sur un système de *compensation* permanente.

Il n'est rien de plus faux que cette théorie.

1° La partie *variable* du capital cesse d'être disponible pour devenir *constante* dans la valeur de la machine. Hier, réduite en salaires, elle se transforme aujourd'hui en *prise-d'achat*.

2° Cette somme, pour se convertir en capital, a besoin d'immobiliser une de ses parties essentielles en instruments préparatoires et matières premières. Donc, le peu qui échappe aux charges de sa modification ne peut constituer une ressource de création pour industries nouvelles.

3° Reste la compensation qu'offre pour les chômeurs le travail de construction de la machine. Malheureusement pour nos économistes la division du travail a créé une foule de spécialités. Celles qui ont trait aux métiers de précision ne sont abordables qu'aux unités remplies d'entraînement et d'expérience.

Ensuite, la machine une fois fabriquée a la vie longue. Elle use autour d'elle plusieurs générations. En attendant sa mort, que vont devenir ses constructeurs habituels ? Pour la conquête de l'élément mécanique, il n'y a pas de service de roulement entre les diverses industries. Le tour de rôle est impossible sous un régime de concurrence et de fièvre.

Toutes ces raisons démontrent l'imprévoyance de nos *Gribouille* bourgeois. En résumé, l'introduction de la machine dans la production industrielle a mis le feu aux poudres. A chaque découverte dans l'ordre mécanique, le patronat réduit la main-d'œuvre et augmente l'intensité et la durée du travail ; d'acheteurs, les ouvriers chassés deviennent *non-acheteurs* de subsistance. Si les moyens de produire augmentent, les moyens de consommer diminuent pour eux.

Une époque viendra même où, la machine aura tellement raccourci le travail pour le prolonger entre les mains capitalistes, que le droit individuel de propriété sera brisé par toutes les victimes des *inconvenients temporaires*, par les *bénéficiaires des compensations capitalistes*. D'économique, la Révolution deviendra sociale.

René CABANES.

ANTIMILITARISME SYNDICAL

Le Congrès de Marseille va discuter sur l'antimilitarisme. Ainsi en ont décidé les organisations consultées par la C. G. T. J'eusse préféré voir reprendre d'abord la question de la Représentation proportionnelle. En effet, il vaut mieux ne pas mettre la charrue avant les bœufs ou ne pas construire une maison en commençant par le grenier. J'ai toujours considéré comme de funestes stratèges les généraux partant en guerre, d'un cœur léger, avec des troupes non armées, non disciplinées, non éduquées.

C'est ce que font pourtant les représentants du Syndicalisme français qui, au lieu de rechercher tout d'abord les meilleurs moyens d'organisation, de recrutement et d'éducation ; qui, au lieu de chercher à maintenir l'homogénéité de leurs groupements corporatifs et économiques, préfèrent discuter des questions qui sont plutôt d'ordre politique.

Il faut mettre beaucoup de bonne volonté pour voir dans l'antimilitarisme une question syndicale. Quoi qu'il en soit, puisqu'à l'heure actuelle, cette question est mise à l'étude du Congrès de Marseille, il faut l'examiner dans nos groupes syndicaux.

Nous pouvons et nous devons exposer à nos camarades d'atelier que les capitalistes sont internationalistes :

1° Dans l'ordre politique puisque les gouvernements démocratiques fraternisent avec les gouvernements les plus autocratiques : voyage du Président Fallières dans les cours d'Europe et jusque chez le czar ; expédition du Maroc au profit du syndicat Krupp, Schneider, etc. ;

2° Dans l'ordre économique, puisqu'on voit le Motte de l'Union patriotique de Roubaix construire des usines en Pologne pour y trouver une main-d'œuvre à vil prix ; puisqu'on voit les Compagnies françaises de chemins de fer acheter la plus grande partie de leur matériel en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis ;

3° Dans l'ordre confessionnel ou philosophique, puisqu'on voit s'unir sous des dogmes semblables les croyants de l'univers.

C'est grâce à ces exemples que le prolétariat du monde entier devient de plus en plus internationaliste et comprend qu'il a un intérêt immédiat à se grouper pour l'entente afin de supprimer la concurrence qu'il se fait à lui-même pour le plus grand profit de la bourgeoisie capitaliste qui l'exploite en dedans et en dehors de toutes les frontières.

Par son entente internationale le prolétariat du vieux et du nouveau monde obtiendra la même réglementation du travail, le même minimum de salaire et les mêmes lois sociales.

Donc nous sommes et devons être des internationalistes. Cela implique-t-il qu'il faut que nous soyons des antipatriotes ?

Je ne le pense pas et je m'étonne même que la question puisse être posée à un Congrès corporatif.

Ne peut-on pas demander à un libertaire qui défend son *moi* avec énergie, qui n'admet aucune contrainte de son *individu*, qui ne peut endurer la *loi* de la majorité, qui veut rester *lui-même* envers et contre tous, pourquoi une nation qui a ses mœurs, ses coutumes, sa langue, ses libertés politiques n'aurait pas le droit de défendre, elle aussi, son *moi*, son *unité* ?

On dit que la nation est une marâtre pour le prolétaire, mais n'est-ce pas au régime capitaliste qu'il faut attribuer l'exploitation de la classe ouvrière. Qu'il y ait ou non des nations, est-ce que cette exploitation ne survivrait pas ?

D'ailleurs, ce n'est pas l'antipatriotisme qui pourra jamais abolir les frontières. Celles-ci résisteront jusqu'à ce que le prolétariat se soit émancipé.

Que dire de l'antimilitarisme ?

On peut, comme l'ont fait beaucoup d'écrivains bourgeois, stigmatiser la vie de la caserne. Nul ne conteste les tares de l'existence du trouper. Mais est-ce que la vie dans le bagne capitaliste est tout rose ? L'impôt du sang est lourd à payer, mais est-ce que l'impôt de tous les jours à payer aux capitalistes, sous la forme de sur-travail, n'est pas plus lourd pour la classe ouvrière ? Enfin, la désertion est-elle une solution ? Supprimerait-elle la caserne ?

J'estime donc que, dans nos syndicats, nous devons préparer nos jeunes camarades au service militaire qu'ils ont à accomplir. Nous devons leur dire d'aller au régiment faire de la propagande pour le syndicalisme et faire comprendre aux soldats prolétaires qu'ils ne doivent pas se servir de leurs armes contre les prolétaires en grève. Nous devons même engager nos jeunes camarades à faire de bons soldats, à apprendre le maniement du fusil, du canon et de

Au Jour le Jour



la dynamite, car qui sait s'ils n'auront pas à s'en servir pour leur émancipation.

A ce sujet, il faut nous rappeler les événements de Narbonne, où un simple caporal commandant les révoltés du 17^e sut, par sa bonne tactique, faire manœuvrer ses camarades de telle façon que son général et sa troupe auraient pu être faits prisonniers, s'il l'avait voulu.

Donc l'antimilitarisme syndical ne comporte ni la désertion, ni le refus de marcher contre l'ennemi en temps de guerre.

Il est tout simplement une œuvre d'éducation des jeunes gens qui doivent apprendre dans le syndicat leur devoir de militaires. Il leur montrera qu'appelés à la caserne pour la défense de la patrie, ils ne servent qu'à la défense du coffre-fort, le gouvernement les employant en cas de grève soit comme gendarmes, soit comme main-d'œuvre, afin de faire capituler plus vite leurs parents, leurs amis et leurs frères de misère qui luttent pour s'assurer de meilleurs moyens d'existence.

C'est le seul antimilitarisme qu'il soit permis de faire dans les syndicats. Beaucoup d'organisations l'ont déjà compris puisqu'elles ont institué dans leur sein une caisse spéciale dénommée « Sou du Soldat ».

J.-P. GRANVALLET.

LE CONGRÈS DES EMPLOYÉS

Le Congrès de la Fédération nationale des syndicats d'Employés (adhérents à la C. G. T.) s'est tenu les 15 et 16 août à la Bourse du Travail de Rouen.

Une soixantaine d'organisations de Paris et de la province étaient représentées à ces assises.

Les revendications portées à l'ordre du jour furent étudiées d'abord dans les Commissions et les rapporteurs trouvèrent l'unanimité du Congrès pour approuver leurs conclusions.

C'est ainsi que les résolutions prises à propos du projet ministériel sur le repos hebdomadaire, pour la question prud'homale, le contrat de travail et le délai-congé, la diminution des heures de travail et la capacité juridique des syndicats furent à peine discutées en séance publique.

Le Congrès s'est prononcé contre le projet de loi tendant à attribuer la capacité commerciale aux syndicats, estimant qu'il y avait plus de désavantages que d'avantages à accepter ce cadeau que l'on veut faire aux organisations ouvrières. Les syndicats qui ont besoin d'exercer la capacité commerciale peuvent toujours constituer dans leur sein des associations coopératives qui bénéficient alors de toutes les dispositions du Code civil relatives aux droits des sociétés civiles anonymes.

Les grosses questions du Congrès touchaient à l'organisation intérieure de la Fédération. C'est que depuis la scission qui s'est produite à la chambre syndicale des Employés de Paris, le Comité fédéral se ressent lui-même du malaise.

Après avoir pris une décision importante au point de vue de l'augmentation de la cotisation fédérale, une proposition du syndicat d'Amiens visant la constitution du Comité fédéral fut mise en discussion.

Pendant plusieurs heures la discussion fut vive, animée, mais toujours courtoise entre Cleuet, le secrétaire de la Bourse du Travail d'Amiens, qui défendait la proposition, et les camarades Devilar et Bodéchon. Le vote sur la proposition d'Amiens donna 47 mandats pour 23 contre et 2 abstentions. Une très vive agitation succéda à ce vote. Plusieurs syndicats parlaient de se retirer de la fédération et le tumulte dura plusieurs minutes.

L'intervention des camarades Cleuet, auteur de la proposition et Bodéchon hostile, ainsi que leurs déclarations catégoriques mirent fin à cet incident.

La proposition d'Amiens remplace l'ancien comité, composé de 15 membres élus par le Congrès et de délégués parisiens représentant chaque syndicat de province, par un comité fixe de 21 membres tous élus par chaque Congrès. Ce système est appliqué par les mécaniciens, les chemins de fer, les typographes, le textile, les verriers, etc.

Trois membres dits « de la minorité » ont été élus au comité fédéral.

Le 17 août un congrès interfédéral se tint également à la Bourse. Les délégués au Congrès dont nous venons de nous occuper et les délégués d'une autre fédération d'Employés dont le siège est à Rouen se sont réunis pour tomber d'accord sur un texte unique en ce qui concerne les grosses revendications de la corporation. Cette réunion est sans doute le premier pas vers une fusion entre ces deux fédérations.

Tortionnaires.

On nous a conté jadis, en nous apprenant les crimes commis par le Bonaparte qui fit le coup d'Etat du 2 Décembre, l'histoire d'un paysan du Var qui s'appelait Martin Bidaure, et qui fut fusillé deux fois : il avait survécu, paraît-il, à la première exécution.

Pareille férocité se retrouve aujourd'hui chez nos dirigeants « républicains ».

Au cours de la tuerie de Villeneuve-Saint-Georges, le citoyen Dret reçut une balle dans la main ; il fut conduit à l'hôpital et dut subir l'amputation du bras blessé.

Il fut transféré à la prison de Corbeil, bien qu'il ne fût pas guéri et qu'il eût encore besoin d'être soigné pendant quinze jours. On ne s'est décidé à l'élargir que sur le rapport d'un médecin légiste.

Les lois de la guerre militaire défendent d'achever les blessés. Les nécessités de la défense capitaliste autoriseraient-elles cette pratique ?

Libéralisme.

Le ministre investi du portefeuille de la justice par la volonté du roi des Belges a fait savoir qu'il n'accordait pas l'extradition de notre camarade Aulagnier, poursuivi comme on le sait par le gouvernement de la République française.

Ainsi, les deux seuls pays d'Europe qui jouissent d'une constitution républicaine — la France et la Suisse — se trouvent à peu près les seuls où les réfugiés politiques ne sont plus en sécurité !

D'où vient donc alors la manie de certains camarades du Parti, qui persistent à vouloir faire bloc avec ces républicains-là sous le prétexte vraiment par trop fallacieux de « protéger les libertés démocratiques contre les entreprises de la réaction ? »

Procès de classe.

On ne peut guère qualifier autrement l'instruction ouverte par le parquet de Corbeil contre les « rescapés » — et aussi contre des victimes — du massacre de Villeneuve-Saint-Georges.

Les témoins appelés et entendus par le juge d'instruction sont exclusivement recrutés dans la bourgeoisie locale : une demi-douzaine d'entre eux étaient candidats cette année aux élections municipales sur la liste réactionnaire.

Appeler les loups à témoigner en justice contre les moutons, c'est là un procédé que le bon La Fontaine était loin de prévoir quand il rimait ses fables.

Accès de franchise.

Il est parfois dur de s'entendre dire certaines vérités par ses propres amis.

Voici par exemple le Syndicat des Entrepreneurs du Bâtiment de Tourcoing, auxquels leur secrétaire reproche une forte part de responsabilité dans ce qu'ils ont appelé « la crise de l'apprentissage » :

« Trop souvent, dit notre homme, les patrons se laissent absorber par le souci de leur défense économique, par les âpres luttes de la concurrence commerciale, par les transformations organiques que leur imposent les lois ouvrières ».

Nous savions déjà depuis longtemps que la préoccupation de grossir les profits, de batailler contre l'organisation syndicale ouvrière, d'é luder l'application des lois protectrices du travail, passe bien avant la question d'assurer l'éducation professionnelle des jeunes ouvriers.

Raison de plus, n'est-ce pas, pour attribuer aux agissements des syndicats ouvriers eux-mêmes la maladie dont souffre actuellement la réputation industrielle de notre pays — comme l'affirment tous les quatre matins les mêmes journaux qui rapportent ces paroles.

En catimini.

Le roi d'Espagne est passé l'autre jour à Paris, sans tambour ni trompette, sans drapeaux ni lampions, sans escorte militaire ni réception officielle.

A la gare d'Orsay, il n'a trouvé que son ambassadeur... et le préfet de police.

Que signifie cette ballade clandestine ou à peu près ? Nos grands maîtres des cérémonies s'entraînent-ils pour la prochaine visite du bourreau de toutes les Russies, en prévision d'une manifestation populaire où les pommes cuites et les trognons de choux joueraient un rôle prépondérant ?

Au fait, ça leur a déjà si bien réussi de protéger des souverains étrangers... Voyez plutôt ce qui se passe au Maroc !

Est-ce fini ?

Après avoir longtemps abusé sa clientèle, la presse bourgeoise est réduite à confesser la défaite du sultan marocain cher à son cœur. Et déjà des naïfs s'imaginent qu'en donnant de bons conseils au gouvernement français, ils obtiendront que l'aventure sanglante qui nous a déjà coûté tant d'or et de sang prendra fin d'ici peu.

Que c'est mal connaître nos dirigeants ! S'il y a là-bas des intérêts financiers — et l'on sait qu'il en existe — les vautours du capital ne désarmeront pas. Plutôt que de perdre quelques billets de mille, ces gens-là mettraient l'Europe entière à feu et à sang, dût leur « patrie » sombrer dans la tourmente.

Butin sacré.

A la suite des changements politiques qui viennent de s'opérer en Turquie, deux anciens fonctionnaires — qui furent, l'un ministre de la guerre, l'autre grand-maître de l'artillerie — ont été contraints de rendre gorge à l'Etat. En d'autres termes, on leur a fait restituer les sommes qu'ils s'étaient indûment appropriées.

Voilà, direz-vous, un acte de justice ? — Eh bien ! pas du tout. Il s'est trouvé des gens pour protester contre ce procédé-là. C'est le Temps qui nous en informe, et sa note n'a pas l'air d'une désapprobation à l'égard des protestataires.

Pareille attitude n'a pas de quoi nous surprendre chez les plus zélés défenseurs de la propriété capitaliste.

Charité politique.

Une circulaire ministérielle signale aux préfets les abus qui se commettent un peu partout dans la répartition des secours destinés à soulager les indigents.

Il paraît, en effet, que des combinaisons électorales ne sont pas toujours étrangères au choix fait par des municipalités.

Comment veut-on qu'il en soit autrement dans ce milieu corrompu et corrompant qu'est le régime capitaliste?... C'est plutôt le contraire qui nous surprendrait.

NÉCROLOGIE

Nous avons appris, trop tardivement pour en faire part dans notre dernier numéro, la mort d'un vieux militant du P. S., le citoyen Fabérot, ancien député du XI^e arrondissement.

Fabérot avait consacré quarante années à la propagande socialiste et syndicale. Elu député en 1893, il fut un de ceux qui accordèrent le plus largement leur concours aux organisations ouvrières pour les réunions dans toute la France.

Il est mort la semaine dernière à l'hôpital Bichat.

Avec non moins de regret, nous avons à enregistrer le décès de notre camarade le D^r Susini, de la Fédération de la Seine (XV^e section).

Le D^r Susini était un militant dévoué, apprécié pour l'aménité de son caractère et la sincérité de ses convictions. Il jouissait de l'estime de tous les camarades.

Notre Doctrine

Les classes dominantes et leur science officielle sont condamnées à ne pas comprendre les ressorts intimes de l'histoire et, par répercussion, de la vie contemporaine. Sans cette compréhension, la politique devient intrigue, cabale ou carrière. Et cela non par imbécillité ou ignorance. Non, il ne faut jamais calomnier et rabaisser son adversaire.

Pour les classes dominantes, savoir, c'est se voir mourir. Pour le prolétariat, savoir, c'est vivre. Aux uns, la science annonce le fatal : « Frère, il faut mourir ! » Aux autres, elle donne la certitude de la victoire. Les uns sont donc intéressés à ignorer, les autres à savoir. De là cette répugnance de la science officielle pour la conception matérialiste de l'histoire, qui a remplacé l'explication idéologique, fictive et verbale par une explication concrète et réaliste, par des intérêts individuels et collectifs.

Le marxisme demande à substituer à l'histoire-bataille, à l'histoire-intrigue, celle des faits sociaux. La nécessité de produire pour vivre est un fait fondamental. De là le rôle prédominant des modes de production. Avec Marx, l'histoire descend du ciel idéologique sur la terre plate des intérêts. Il a laïcisé l'histoire et la sociologie, ainsi que la Révolution. Les classes luttent pour leurs intérêts vitaux. Et ces luttes, ces intérêts déterminent les aspirations, les idées, les opinions, les goûts. Ce ne sont pas les idées — Droit, Vérité, Justice, Raison, — qui commandent à la vie. Ce sont les batailles quotidiennes de la vie qui façonnent nos idées et déterminent leur diffusion.

A vouloir se fermer à cette vérité lumineuse, l'Histoire officielle, surtout en France, se condamne à la stérilité.

Karl Marx, en dotant le prolétariat d'une conception supérieure, a scellé définitivement l'alliance du prolétariat avec la science. C'est la science qui a appris à ce dernier son rôle dans l'histoire, la certitude de son triomphe.

Le marxisme a, en outre, lié d'une manière indestructible la victoire prolétarienne au progrès industriel : le capitalisme produisant son « fossoyeur », le prolétariat, en même temps que les moyens d'une production abondante, qui suffira aux besoins les plus développés. Là où le capitalisme a triomphé, est devenu la forme dominante de la production, la classe ouvrière finit tôt ou tard par reconnaître qu'elle ne peut briser ses chaînes qu'en socialisant les moyens de production. Elle devient socialiste.

La divergence des races et des régimes politiques n'influe que pour ralentir ou accélérer le mouvement vers le socialisme, mais elle ne change pas la direction définitive.

Si les organisations ouvrières et le socialisme sont relativement faibles en France, c'est, en dernier lieu, que le capitalisme industriel retarde dans ce pays. Notre grande, moyenne et petite bourgeoisie se compose de grands, moyens et petits rentiers, pour ne pas dire usuriers. C'est le capitalisme paresseux, jouisseur, inerte, sans élan et sans grande initiative. Sa fortune est suspendue à celle du tsarisme massacreur et des autres Etats plus ou moins despotiques. Cette dépendance humilie et démoralise. Elle rend la bour-

geoisie timide et conservatrice. D'autre part, la Révolution elle-même devient frondeuse, caricature.

Tout ce qui favorise le progrès industriel de la France est un élément de succès pour le socialisme. Tout ce qui désorganise inutilement l'industrie est réactionnaire. Les saint-simoniens, ces marxistes avant la lettre, unilatéraux, parce que conservateurs, l'ont compris sous le second Empire. Ils disaient aux privilégiés :

« Allez, cancanez, concevez, bambochez : vous enfantez, vous créez un nouveau monde. »

Ils ont seulement confondu les rôles. Ce n'est pas à nous, socialistes, de nous charger directement de l'organisation capitaliste. C'est l'affaire — et les affaires — des classes dominantes. Notre rôle, à nous, est d'en tirer la conclusion socialiste, d'organiser et d'éclairer la classe ouvrière en lui traduisant *en idée* ce qui s'accomplit *en fait*.

Mais nous avons le devoir de voir clair. Et nous constatons que le syndicalisme dit révolutionnaire, avec ses menaces perpétuelles, avec ses agitations stériles, en un mot avec sa sainte trinité : boycottage, sabotage et cabotinage (grève générale catastrophique, gymnastique « révolutionnaire », contre-mobilisation d'un demi-quarteron d'hervéistes contre des centaines de mille de soldats armés de fusils lebel, etc., etc.), toute cette vieille ferraille est profondément réactionnaire et anti-socialiste. Le syndicalisme « révolutionnaire » désorganise et la production et la classe ouvrière. Il fait le vide autour des embryons des organisations syndicales ouvrières.

Les syndicats allemands, les mieux organisés et les plus éclairés, ont contribué à faire de l'Allemagne, en dépit de son régime politique mi-féodal, la première puissance industrielle du monde. Ils ont travaillé pour eux-mêmes en définitive.

Si nous voulons que le Parti socialiste soit aussi solide en France qu'en Allemagne, il faut favoriser le développement des forces productrices françaises.

Nous sommes pour la lutte des classes, — car c'est le fait qui domine notre histoire et c'est en même temps la condition de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme — mais nous ne sommes pas pour la destruction physique de toutes les classes, pour le suicide anarchique. Les forces productrices sont nos alliées, la garantie de notre victoire. Et, *sur ce point*, nous sommes *solidaires*, oui, solidaires avec la classe capitaliste.

Nous lui disons : « Accomplis ta mission historique *utile et nécessaire* qui est l'organisation moderne de la production, nous nous chargerons du reste. » Que le capitalisme arrive à sa complète maturité, car il porte dans son flanc son héritier, le prolétariat émancipateur.

Voici notre doctrine, qui nous révèle le caractère profondément révolutionnaire de l'histoire contemporaine, aboutissant nécessairement à une nouvelle organisation sociale.

Nous verrons comment découle de cette doctrine bien comprise tout naturellement un programme socialiste.

Ch. RAPPOPORT.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures
15, Rue Visconti. — PARIS-VI^e

GAGEURE

On voudrait te voir saccager
L'étalage du boulanger
Mais ce n'est pas là ta méthode :
Vise plus haut le sans travail,
Sois l'Etat, prend le gouvernail
Pour changer ces lois et le Code

Ce couplet d'une des meilleures chansons d'Eugène Pottier me revient tout naturellement en mémoire.

Elle est vieille de vingt trois ans — déjà ! — et fut écrite au lendemain des manifestations de l'Esplanade des Invalides, au cours desquelles l'action directe sur les petits pains sembla à d'aucuns — aux bons bergers dirait Mirbeau — le dernier mot de la révolution sociale. . . .

Il n'y a rien de nouveau ! Je m'en rappelle (parmi les élancements de cervelle de cette époque) de bien cocasses et qui laissent certainement loin derrière les élucubrations les plus échevelées de nos modernes olibrius. Je ne les citerais pas, car il faut savoir se conduire à cet égard de compendieuse façon, autrement on n'en finirait plus ; il y a cependant une de ces idées pharamineuses qui a marqué au cadran social et que je m'en voudrais de ne pas tirer du magasin où elle sommeille.

A ce moment-là, il y avait moins d'anti qu'à l'heure actuelle, beaucoup moins ; seul ou à peu près fleurissait l'anti-cléricisme (l'antimoine disait Sapeck), l'anti-ferryisme devait venir ensuite ; il est exact de dire que l'antilogie aussi avait droit de cité, mais chacun sait qu'elle est de tous les temps. . . .

Dans le milieu anti-votard (ça s'appelait ainsi alors) on chercha donc l'antidote au virus socialiste qui menaçait et l'on trouva. On devint aussi anti-proprétaire ! On allait la faire la grande grève, la vraie (pas celle d'Aristide, elle était encore dans les mollets de son père) mais celle qui devait retourner la vieille société comme une peau de lapin et faire pièce aux théories fumeuses des sociaux à la manque, on allait enfin faire la grève des loyers. . . .

Et les grandes salles des faubourgs parisiens retentirent des imprécations et de toutes les sonorités qu'elles pouvaient répercuter. Nous en avions alors de ces grandes salles : Favié, Graffard, Lévis, Rivoli, La Redoute et tant d'autres. « Compagnon ne paie plus ton terme et tous les proprios seront bientôt à ta merci ». C'était d'une simplicité remarquable. Et même qu'on organisa, encore que ce mot détonne un peu en pays d'anarchie, des équipes de déménageurs à la cloche de bois. . . .

Mais la campagne fit long feu ; on s'aperçut assez vite (on n'avait pas prévu cela, on ne peut pas tout prévoir, n'est-ce pas ?) que la grève des loyers, hélas, est à l'état endémique chez un grand nombre. . . et pour cause. . . .

Nos braves camarades d'alors ne s'étaient pas creusés. Gambon, de légendaire mémoire, avait essayé auparavant la grève des contribuables et, furieusement avant Madeleine Pelletier, une nommée Lysistrata, bien connue à son époque, avait inventé la grève des ventres. . . .

Je ne demande pas mieux de laisser libre cours à la fantaisie, à l'humour à froid ou à la maboulerie mystique de quelques anti et de certains néo ; je passe aussi volontiers condamnation sur la malveillance outrée ou l'injure exagérée, assaisonnement indispensable ; je ne suis pas davantage jaloux des quelques succès de curiosité qu'ils peuvent obtenir de temps en temps (qui s'épuisent d'ailleurs) mais il y a autre chose.

Il ne sont certes pas plus originaux que leurs anciens, et rappeler leurs facéties, leurs puérités et leur besoin immodéré de réclame au détriment et sur le dos de la classe ouvrière et de ses organisations est superflu, mais la nouveauté c'est de les voir — un certain nombre — dans le Parti socialiste. Ça, ce n'est pas ordinaire, et ce qui est par exemple aussi paradoxal qu'original, c'est la façon dont on leur prodigue la louange jusqu'à l'hyperbole, sous diverses rubriques et à toutes les pages, souventes fois, de notre quotidien socialiste. Ce Sganarellisme modern style tient de la gageure !

Le prochain Congrès du Parti voudra sans doute dire ce que le socialisme a à faire avec son entrepreneur de démolition et si le dernier mot doit rester au cheval d'Attila. . . .

MAUSSA.

RÉCIDIVISTE

Nous nous étions plaint que le compagnon Merrheim ait utilisé les colonnes de la Voix du Peuple, organe corporatif, pour déverser sur le Socialisme et ses collaborateurs une hottée d'injures et de calomnies. L'insulteur a compris la leçon : il récidive, mais c'est dans une autre feuille où sa prose est beaucoup mieux à sa place. Nous eussions laissé pour compte à son auteur ses malpropétés si le compagnon Merrheim n'était délégué permanent de la Fédération de la métallurgie et n'avait ainsi les moyens d'aller porter en province des racontars contre lesquels il convient de mettre en garde les camarades non avertis.

Le compagnon Merrheim ment, encore une fois, lorsqu'il dit que l'article publié ici par Rappoport, ensuite des événements de Draveil, « était une longue diatribe haineuse contre la C. G. T. » Encore une fois, répétons-le, nous nous gardons bien de confondre l'organisation syndicale française — qui est la chose de tous les syndiqués français, y compris les socialistes — avec les compagnons anarchistes embusqués dans le syndicalisme pour tirer sur le Parti socialiste.

Le compagnon Merrheim ajoute que nous savions « Griffuelhes, Pouget, Yvetol, Dret, etc., hostiles à la manifestation à Draveil-Vigneux, manifestation préparée, voulue et organisée entièrement par la Fédération du Bâtiment », mais que nous n'en avons rien dit « pour la simple raison qu'à la tête de la Fédération du Bâtiment un des trois secrétaires est partisan et ami du Socialisme ».

Il nous serait trop facile de répondre à cette dernière malpropété du compagnon Merrheim qui ne tendrait rien moins qu'à faire inculper de nouveaux camarades. Sur ce point, nous nous refusons formellement à toute polémique. La vérité, nous la dirons quand nous jugerons que le moment en est venu.

Depuis que des poursuites sont engagées, nous n'avons laissé passer aucune ligne qui puisse servir contre les inculpés — quels qu'ils soient. — Nous n'avons fait que continuer la campagne commencée ici depuis dix mois contre le syndicalisme dit révolutionnaire.

Nous ne considérons pas qu'en raison de l'arrestation de quelques-uns des protagonistes de cette méthode syndicaliste, nous devons cesser notre campagne qui reste ce qu'elle a toujours été, purement doctrinale. Nous ne permettrons pas, dans tous les cas, au compagnon Merrheim, qui est en liberté, de se servir contre nous de l'emprisonnement de ses camarades.

Quant aux diverses plaisanteries que le compagnon Merrheim décoche à nos collaborateurs, ceux-ci n'y répondront point, le Socialisme étant fermé aux polémiques sur des faits personnels étrangers à sa rédaction et ne voulant pas s'abaisser aux ragots de portière de certains organes de diffamation des socialistes, rédigés par quelques socialo-cabotins.

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

À l'issue du Congrès de la C. G. T., aura lieu une conférence des délégués des Bourses, à l'ordre du jour de laquelle est inscrit en deuxième ligne : *Écoles syndicales et adaptation de l'enseignement aux besoins de la classe ouvrière.*

Je ne saurais trop féliciter la section des Bourses d'avoir enfin porté devant le prolétariat organisé cette question de la plus haute importance dans son rôle émancipateur de l'humanité toute entière.

Depuis le cheval-vapeur, l'apprentissage s'est complètement modifié; certains métiers, devenus

le complément de la machine, ont diminué la technique professionnelle de ceux qui les pratiquent; d'autres corporations, nées du progrès du machinisme, n'ont acquis que la technique indispensable; mais dans les métiers non encore touchés par la mécanique, la moyenne de la technique a augmenté. Beaucoup de parents, inquiets des résultats immédiats — il y a vingt ans — provenant de l'augmentation des sans-travail produits par le développement du machinisme au service de l'exploitation capitaliste, ont fait apprendre à leurs enfants des métiers dans lesquels ils ne prévoyaient pas l'ingérence mécanique.

À cette époque (1887) ont été créées beaucoup d'écoles professionnelles et ont été modifiées celles existantes.

Elles n'ont pas rendu les services qu'elles auraient dû rendre, d'abord à cause de l'antagonisme des professeurs-instituteurs et de ceux manuels, et puis parce que ces derniers, à Paris surtout, n'ont été, même malgré les concours, que pris parmi des radicaux manuels fatigués.

À mes yeux, un des principaux rôles du syndicat est de conserver intacte la valeur de la profession contre l'exploitation capitaliste qui, quoi qu'elle dise, n'a rien fait qui ne lui porte bénéfice, et la part de « mieux être » qu'elle aura procurée sous son régime à ses contemporains sera certainement moindre que celle des régimes précédents.

Le principal, l'unique rôle du syndicat est de chercher à rendre moins néfaste le régime capitaliste.

Il est grand temps que les syndicats prennent enfin en main l'enseignement professionnel; c'est une question vitale pour la catégorie des métiers — comme celui qui me nourrit — dans lesquels il faut avoir des connaissances du dessin.

Je crois qu'il deviendra même, avec le développement du machinisme, de plus en plus indispensable d'apprendre aux enfants à dessiner comme à écrire.

Tous les objets, même les plus vulgaires, à l'apogée de la civilisation grecque, étaient parfaits, esthétiquement parlant; cette civilisation a produit des édifices des deux tiers plus petits que le XIII^e siècle en France et a mis deux siècles à parvenir à sa floraison.

L'effort fait au XIII^e siècle est arrivé à son maximum en soixante-dix ans et a produit des édifices des deux tiers plus haut.

Jamais ces sublimes maîtres-d'œuvres du XIII^e siècle ne seraient arrivés à ce résultat, s'ils n'avaient pas eu comme collaborateurs, s'ils n'avaient pas été élevés au sein de ces corporations naissantes, mais dont la technique n'a jamais, à aucune époque, été ni égalée ni surpassée.

Jamais encore, dans l'humanité, n'ont fait un tel effort et n'ont obtenu aussi rapidement un tel résultat de valeur technique, que les corporations du XIII^e siècle en France des métiers travaillant le bois, la pierre, le fer et le verre.

Les travailleurs de ces métiers ont obtenu ce résultat, parce que, eux et eux seuls, donnaient l'enseignement technique.

Aujourd'hui encore et même plus que jamais, la conservation de la valeur technique d'une profession est une des principales missions du syndicat et, s'il trahit sa mission, qui donc la remplira?

Au Congrès de Marseille, cette question pourra, je l'espère, être étudiée en même temps que celle baptisée sabotage.

Ce que l'on dénomme couramment sabotage ne peut être né que dans le cerveau d'un ouvrier d'une profession non qualifiée ou dans celui d'un de ces intellectuels vaticineurs quand même des problèmes ouvriers, encore moins qualifiés, car le producteur a le respect de lui-même et de son œuvre et, plus tard, ce sera peut-être la caractéristique du capitalisme que d'avoir gâché si impunément la matière et la main-d'œuvre. Mais celui qui produit la main-d'œuvre a un sentiment plus exact de sa valeur et de l'effort consacré.

Ce qui est dénommé sabotage doit donc être discuté en même temps que les écoles syndicales; ceux qui sont pour le sabotage sont contre l'école syndicale, contre le syndicat, contre la classe ouvrière, contre son émancipation.

J'espère qu'à Marseille, le prolétariat organisé se prononcera pour les écoles syndicales; ainsi, le Congrès sera important dans l'histoire du prolétariat.

Du reste, les Congrès corporatifs les plus importants qui aient eu lieu en France se sont tenus à Marseille; celui de 1879 vit la naissance du Parti ouvrier, et l'adhésion de la majorité de ses membres et des syndicats français, de cette époque, à l'aboutissant collectiviste, et celui de 1892 fut l'apogée de la Fédération nationale des Syndicats de France.

Celui de 1908 continuera les précédents.

Max BRAEMER.

LE VOTE DU BUDGET CAPITALISTE EN ALLEMAGNE

Le mouvement de protestation contre le vote du Budget capitaliste par les camarades du Sud de l'Allemagne continue.

Sur tous les points de l'Allemagne des réunions ont lieu qui votent des résolutions hostiles au vote du Budget. Signalons une réunion des comités électoraux de Berlin. C'est le camarade Molkenbuhr, un des chefs du Parti, qui traitait la question du Budget.

Il souligna la nécessité d'une direction générale obligatoire pour tous les membres du Parti de toutes les régions. Il n'est pas admissible que les socialistes exercent leur critique sur les chapitres du Budget, sur certaines dépenses et qu'ils votent l'ensemble. La résolution de Lubeck n'admettait pas le vote du Budget. Elle a été prise en vue de circonstances spéciales. Les exceptions doivent être extrêmement rares. Et c'est à l'ensemble du Parti de décider. Il a proposé une résolution dans ce sens.

Ed. Bernstein, un des chefs du révisionisme, a parlé dans un sens favorable au vote du Budget. Les fractions régionales du Parti doivent avoir une certaine liberté de mouvement. Le vote du Budget n'a pas le caractère d'un vote de confiance. On ne peut pas dire qu'il ne faut pas voter des moyens d'existence à l'État bourgeois lorsque que l'on vote des impôts sur l'héritage et sur le revenu.

C'est l'intérêt du Parti qui a guidé les camarades du Sud. Il faut des tendances dans le Parti, mais il serait mauvais que la minorité ne puisse défendre ses idées.

La discussion de la question du vote du Budget prouve que cette liberté n'est nullement menacée. Quant à la liberté d'agir contre les résolutions du Parti, on ne peut pas l'accorder sans risquer de tuer le Parti. L'argument — tiré par les cheveux — du vote de l'impôt n'est vraiment pas sérieux. On vote un impôt progressif pour alléger le fardeau par trop lourd qui pèse sur le peuple. Et ce vote signifie seulement le remplacement d'un grand mal par un mal moindre. Pour sauver sa vie on paie « volontairement » une rançon à un bandit.

L'argument de Bernstein peut être, d'ailleurs, retourné contre sa propre thèse. Précisément parce que les socialistes sont amenés à voter quelques améliorations, ils sont tenus de refuser l'ensemble du budget pour éviter toute confusion. Obligés qu'ils sont parfois de tendre au diable le doigt, ils doivent d'autant plus jalousement garder la main. Autrement tout y passera...

Il est tout à fait caractéristique que, même dans les forteresses du révisionisme, à Karlsruhe et à Nuremberg, les camarades fassent une opposition violente au vote du Budget. Les réunions de ces camarades ont été houleuses et les décisions ajournées.

La résolution suivante a été votée à Leipzig : « La réunion (du Parti) envisage le vote du Budget à Bade et en Bavière non seulement comme un manquement brutal à la décision de Lubeck, mais aussi comme le résultat de la politique petite bourgeoise, qui cherche laborieusement à combler l'abîme séparant le prolétariat révolutionnaire de la bourgeoisie par des concessions et des tentatives de rapprochement. La réunion condamne le refus du comité local de Bade de répondre au Comité Directeur à une question posée dans l'intérêt du Parti, et le regarde comme une tentative de briser l'unité d'organisation et de sacrifier le Parti aux tendances particularistes. »

Ch. R.

L'Association des Sabotiers

Nous avons déjà eu l'occasion, à propos d'une question de principe, d'entretenir nos lecteurs de la corporation des sabotiers et de la situation particulière aux travailleurs de cette industrie qui en est encore restée à la forme artisanne.

Sous l'impulsion de certains camarades, ceux de l'Aube, en particulier, nous assistons en ce moment à une poussée socialiste des plus

remarquables chez les sabotiers de France et voici qu'à côté de la jeune organisation syndicale vient se greffer l'Association Coopérative des Sabotiers de France qui ne se propose rien moins que d'englober la majeure partie des producteurs de sabots et de galoches. Ce sera pour les historiens de l'avenir un phénomène économique des plus intéressants à étudier que celui de cette industrie sautant, sous l'influence de l'idée socialiste, de la forme artisanne à la forme d'exploitation collective, sans passer par le mode d'exploitation capitaliste.

Dès aujourd'hui même, il y a là une leçon utile à méditer et une démonstration typique de ce que pourra réaliser le socialisme triomphant pour la petite propriété paysanne.

Nos camarades sabotiers font appel aux souscripteurs pour leur œuvre qui s'annonce déjà fort bien. Si l'on veut bien réfléchir qu'il n'y a pas un village de France où il n'y ait un sabotier-galochier, on verra de quelle aide pourrait être pour le socialisme une Association comme celle que se proposent de mener à bien les dévoués amis de l'Aube, dirigée par des socialistes et toute imprégnée de l'esprit socialiste. Les parts sont de vingt-cinq francs. Nul ne peut être titulaire de plus de quatre parts et les versements se peuvent effectuer par fractions de cinq francs. Ecrire pour cela au citoyen Radigeon, trésorier de la Commission d'organisation à Palis (Aube). Tous les sabotiers et galochiers ont d'ailleurs un intérêt de premier ordre à se documenter sur cette organisation qui pourra être si féconde en résultats pour eux. Le camarade Louis Croisé, à Palis (Aube), sera certainement à leur disposition pour tous renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

Ch. D.

Les Conseils Consultatifs du Travail

Une loi du 22 juillet dernier institue en France les Conseils Consultatifs du Travail, dont la mission est, dit l'article premier, « d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants; de donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts; de répondre aux demandes d'enquêtes ordonnées par le gouvernement. »

Ces Conseils seront composés, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers. Ils seront institués « par décret rendu en Conseil d'Etat, partout où l'utilité en sera reconnue, soit à la demande des intéressés, soit d'office après avis du Conseil général, des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures du département. Seront électeurs tous les patrons, directeurs et chefs de service d'une même profession pour la section patronale; pour la section ouvrière, tous les ouvriers, ouvrières et contre-maitres appartenant à la même profession depuis au moins deux ans. L'élection aura lieu au scrutin de liste.

Les sections patronale et ouvrière délibéreront ensemble ou séparément.

Telles sont les dispositions essentielles de la nouvelle loi.

Nous eussions aimé les voir examiner et discuter par le Congrès corporatif de Marseille. Il eut été, en effet, d'un certain intérêt que les Syndicats ouvriers aient exprimé leur sentiment et arrêté d'un commun accord leur attitude au sujet d'une institution dont le Sénat — qui en a eu l'initiative — n'a pas doté la classe ouvrière sans idée préconçue.

Cette idée, le législateur ne l'a d'ailleurs pas cachée; il s'agissait pour lui de créer « un instrument de conciliation entre l'élément patronal et l'élément ouvrier ».

Cela suffirait pour que nous repoussions cet « instrument ».

Pourtant, les avis semblent partagés à ce sujet dans les Syndicats ouvriers.

Tout en regrettant que — suivant le projet Millerand — l'élection des membres de la section ouvrière des Conseils consultatifs n'ait pas été confiée aux Syndicats, quelques-uns de

ces derniers ont émis l'avis qu'il convenait de prendre part à cette élection, l'influence syndicale devant s'y faire sentir d'une façon prépondérante.

D'autres Syndicats, au contraire, ne veulent voir dans les Conseils consultatifs qu'un rouage administratif dont la classe ouvrière ne peut retirer aucun avantage, et ils invoquent à l'appui de leur thèse l'exemple du Conseil supérieur du Travail, dont les services ont été incontestablement des plus médiocres.

J'estime quant à moi — et c'est là une opinion toute personnelle — que la nouvelle institution étant de conception bourgeoise, ne vaut rien par elle-même, comme toutes les institutions bourgeoises; mais que son vice original peut être sinon anihilé, du moins atténué dans une large mesure, si les Syndicats ouvriers ont la volonté de s'emparer de cet instrument de conciliation et de le transformer en instrument de lutte.

On se rappelle que la loi de 1884 sur les Syndicats ouvriers avait, elle aussi, été conçue par le législateur dans une pensée de conciliation des classes et il n'est pas douteux qu'au cas où la mentalité des syndiqués s'y fût prêtée, cette loi eût été pour la classe ouvrière un recul sur le chemin de l'émancipation.

Il peut en être de même de la loi sur les Conseils consultatifs. Evidemment, elle eût été plus utilisable en vue de l'organisation ouvrière si elle n'avait été qu'un prolongement de celle de 1884, c'est-à-dire si l'élection de la section ouvrière avait été confiée aux seuls syndiqués. Plaçant, en effet, le non-syndiqué en état d'infériorité par rapport au syndiqué, elle serait devenue un stimulant pour le travailleur à se syndiquer. Néanmoins, je ne crois pas que les Syndicats puissent éviter de prendre part à l'élection des Conseils consultatifs, bien qu'officiellement ils n'y soient pas conviés.

Lorsque cette élection aura lieu, elle produira inévitablement une certaine agitation parmi les travailleurs intéressés. Ceux-ci n'étant pas en majorité syndiqués — dans la plupart des cas — ne suivraient pas le mot d'ordre abstentionniste du Syndicat, s'il était donné, et ne comprendraient pas l'effacement de ce Syndicat dans une question concernant la corporation.

Il y a donc lieu de prévoir que la plupart des Syndicats — sinon tous — quelles que puissent être leurs répugnances, seront amenés à intervenir dans l'élection des Conseils consultatifs. Ils le feront, certainement, en cherchant à tirer parti, le plus qu'il leur sera possible, de la période d'agitation qui précédera et préparera l'élection de la section ouvrière. Ils ne voudront pas laisser à des non-syndiqués ou à des syndiqués jaunes, le rôle de représentant des intérêts ouvriers dans cette section. Ils seront ainsi amenés à présenter leurs candidats et à les mandater. Ce mandat sera un mandat de défense des intérêts ouvriers et d'offensive contre les intérêts patronaux.

Certes, les discussions, les conflits même, qui pourront s'élever dans le sein des Conseils consultatifs entre les représentants du Syndicat ouvrier et ceux du patronat ne recevront, le plus souvent, aucune sanction légale. Ils n'en souligneront pas moins, aux yeux de la corporation toute entière, le grand conflit qui met les classes aux prises. Par là, les Conseils consultatifs auront leur utilité d'éducation prolétarienne. Ils n'en montreront pas moins, d'autre part, aux non-syndiqués, que les syndiqués prennent en mains, en s'organisant, non pas les intérêts de quelques-uns, mais ceux de tous. Par là, bien des défiances à l'égard du Syndicat se dissiperont et le recrutement syndical sera favorisé.

Le danger le plus grand que présentent les Conseils consultatifs serait que l'élection à ces Conseils fut faite contre le syndicat, soulignant ainsi qu'il n'est qu'une minorité sans influence dans la corporation.

A ce danger, le Syndicat a le devoir de parer en redoublant de propagande et en devenant ce qu'il doit être : la représentation effective de la corporation et non pas seulement un groupe où se réunissent une poignée de perturbateurs.

P.-M. A.

Concentration capitaliste

La Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, dont l'assemblée générale a eut lieu le 16 juin dernier, célèbre son activité et démontre mieux que nous ne saurions le faire la concentration industrielle qui s'opère entre les griffes de ses actionnaires.

Aux anciennes affaires, de nouvelles sont venues s'adjoindre, pendant 1907; les tramways d'Amiens, de Bordeaux, de Limoges à Aix, Nice au littoral, Compagnie générale parisienne de tramways et Compagnie de la rive gauche, Saint-Chamond, Tunis, les tramways du Var et du Gard sont les nouveaux clients de la Thomson-Houston.

Pour l'éclairage électrique, elle fournit Marseille, Paris, Nice, Rome, Toulouse, Tunis, Cannes, etc. Pour les transports électriques, elle a comme clients les compagnies ou sociétés électriques du Nord, des forces motrices de la Haute-Durance, l'Energie électrique du littoral méditerranéen, etc. etc.

La Compagnie Thomson-Houston s'enorgueillit d'avoir créé de grandes usines modernes de production d'énergie électrique telles que l'usine hydro-électrique de la Brillanne sur la Durance, l'usine à vapeur de Thuillières sur la Dordogne et celle de Vitry-sur-Seine.

Les grandes Compagnies de chemins de fer, le Métropolitain de Paris, les Ministères de la Guerre et de la Marine ont continué à lui donner des commandes et la Société du Gaz de Paris lui a confié l'outillage d'une de ses plus importantes usines.

L'industrie minière et métallurgique s'est adressée à la Thomson-Houston pour une quantité considérable de constructions, d'outillages et d'appareils.

Ses ateliers s'occupent également de la construction d'appareils de télégraphie et de téléphonie.

Elle participe enfin à un grand nombre de sociétés ou entreprises (pour 10 millions).

Son portefeuille est de 58 millions. Son actif s'élève à près de 100 millions. Ses bénéfices nets pour 1907 ont été de 2.224.829 francs.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Le Congrès de Marseille.

Voici l'ordre du jour définitif du 16^e Congrès National Corporatif qui se tiendra à Marseille du 5 au 10 octobre prochain :

1. Vérification des mandats;
2. Discussion et vote sur les rapports des Comités et du journal;
3. Modifications aux statuts.
 - a Non rééligibilité des membres du bureau confédéral (Fédération des Chapeliers).
 - b Fonctionnement des comités (Fédération lithographique).
 - c Des questions fédératives (Bourse du Travail, Toulouse).
 - d Augmentation de la cotisation (Bourse du Travail du Mans).
 - e Cotisations confédérales supplémentaires pour la création d'institutions diverses (Fédération des chapeliers).
 - f Caisse confédérale de grève (Syndicat national des Travailleurs des Chemins de fer et Bourse du Travail de Mèze).
 - g Conférences semestrielles (Bourse du Travail de Clermont-Ferrand).
 - h Journal quotidien (Chauffeurs-conducteurs, de Bordeaux).
 - i Représentation proportionnelle (Union des Mécaniciens de la Seine, Métallurgistes du Havre, Fédération de l'Eclairage).
 - j Fédérations de métiers et d'industries, (Syndicats des Métaux de la Seine, du Havre, Fédérations des Transports et manutentions).
 - k Fusion des Fédérations de l'industrie des métaux (Union des Syndicats des Ardennes, Métallurgistes de Lyon, de Paris).
4. Antimilitarisme, attitude de la classe ouvrière en cas de guerre;
5. Diminution des heures de travail;
6. Accidents du travail; assurances par l'Etat;
7. Les lock-outs (attitude et moyens à prendre).

Pour avoir droit de participer au Congrès, un syndicat doit appartenir depuis au moins trois mois, au moment du Congrès, à sa Fédération nationale de métier ou d'industrie, à sa Bourse du Travail ou Union locale ou départementale ou régionale de corporations diverses. C'est-à-dire qu'il doit, pour être confédéré, coopérer à l'action nationale de sa corporation ou de son industrie ou à l'action des syndicats de toutes professions dans sa ville ou sa région.

De plus, le syndicat doit être abonné au journal confédéral *La Voix du Peuple*.

Chez les Mouleurs.

Malgré des démissions et dissolutions de syndicats, dont la cause la plus fréquente fut le mouvement de 1906, la Fédération des mouleurs en métaux a maintenu ses forces. Elle compte aujourd'hui 14.138 membres. Pendant les 31 mois écoulés, les recettes se sont élevées à 56.400 fr., dont 43.600 francs de cotisations (la cotisation mensuelle est de 0.40). Les dépenses se sont élevées à 53.400 francs. Les plus importantes ont été les suivantes :

Caisse de grève.....	20.190 fr.
Journal.....	10.550 »
Propagande.....	2.700 »
Appointements.....	10.975 »

La production et la consommation

métallurgique en France en 1907.

La production du minerai de fer n'a cessé de progresser en France depuis 1900 : elle a atteint 8.481.000 tonnes en 1906 et ce chiffre a été dépassé en 1907. Déjà, en 1906, l'augmentation par rapport à la production de 1900 était de 57 0/0!

C'est le bassin de la Meurthe-et-Moselle qui assume à lui seul près des 9/10^e de la production totale (7.399.000 sur 8.481.000 tonnes).

Les exportations de minerais qui n'étaient que de 371.798 tonnes en 1900 s'élèvent à 2.147.265 en 1907 : elles ont donc sextuplé en huit années!

La production de la fonte a atteint en 1907 3.589.000 tonnes dépassant de 275.000 tonnes (soit 8 0/0) celle de 1906 et de 38 0/0 celle de 1900.

La consommation de la fonte s'élève (stocks exclus) à 3.368.531 tonnes contre 2.229.779 en 1902 (l'année la plus faible parmi les huit dernières).

La production de l'acier brut a haussé de 70 0/0 en huit ans : de 1.565.164 tonnes en 1900, elle passe à 2.677.805 en 1907.

Les Originaires du Nord.

L'usage des excursions champêtres se propage chaque année davantage dans la Fédération Socialiste de la Seine. Les camarades et leurs familles se réunissent en bandes joyeuses et vont passer une journée en plein air aux environs de la capitale.

Dimanche 13 septembre, le groupe important des Originaires du Nord partira à 8 heures du matin de l'*Égalitaire*, 13, rue de Sambre-et-Meuse, à 8 heures 1/2 rendez-vous général à la station Métro-Vincennes et sera reçu à 9 heures par la *Solidarité*, Société coopérative du Parti à Charenton. A 11 heures déjeuner champêtre, à 2 heures, causerie par H. Ghesquière, député du Nord; concert et danses.

Les mineurs à la C. G. T.

Ensuite de l'admission de la Fédération Nationale des Mineurs à la C. G. T., la Fédération Syndicale du Pas-de-Calais (*alias* syndicat Broutchoux), qui avait été déjà admise à la C. G. T., par le canal de la Fédération des Ardoisiers, vient de demander son inscription à la Fédération des Mineurs.

Celle-ci n'a pu que renvoyer la demande, pour la suite utile, au Vieux-Syndicat du Pas-de-Calais.

Ce dernier, nous n'en doutons pas, accueillera favorablement la demande et réalisera, d'une manière complète et définitive, l'unité minière du Pas-de-Calais — sauf à prendre les mesures nécessaires pour qu'elle ne puisse plus être rompue dans l'avenir.

Les événements de Villeneuve.

Le préfet de la Seine, M. de Selves, a tenu à prendre sa part dans les mesures de répression ordonnées par le gouvernement Clemenceau-Briand à propos des événements de Villeneuve. Il a révoqué le camarade Roche, secrétaire du Syndicat des Travailleurs municipaux, pour avoir

fait circuler des listes de souscription en faveur des victimes de la fusillade et signer, comme mandataire de son organisation, une protestation contre les fusilleurs.

Le Congrès des Verriers.

Le Congrès international des ouvriers verriers s'est tenu ces jours derniers à la Bourse du Travail de Paris.

Nous en donnerons prochainement un compte-rendu.

Annonçons, cependant, dès aujourd'hui, la constitution d'une Fédération internationale des verriers, dont le comité exécutif sera composé d'un représentant belge, français, autrichien et danois.

Les Elus socialistes du Gard.

Un banquet a été organisé à Nîmes pour fêter le triomphe du Parti aux élections municipales dernières.

C'est notre vieil ami le citoyen Bénézech qui présidait, assisté de Bedouce, le vaillant député de Toulouse.

Voici la liste des élus municipaux du Gard ayant pris part à ce banquet. Elle est longue, mais nos lecteurs seront heureux d'y retrouver les noms de tant de bons camarades, qu'ils nous pardonneront de la donner toute entière :

Jules Pieyre, maire de Nîmes; Mazoyer, maire d'Alais; Basset, maire de Beaucaire; Bracourt, maire de Bessèges; Cabanis et Queyranne, conseillers généraux; Castan, conseiller d'arrondissement; Brutus Brunel, maire de Clarensac; Durand, maire de Bordezac; Boucoiran, maire de Saint-Geniès-de-Malgoires; Pau, maire de Caveirac; Guigue, maire de Comps; Bonnaud, maire de Nages; Vignat, maire de Saint-Julien-de-Peyrolas; Salducci, maire et conseiller général de Lunel; Louis Vire, adjoint au maire de Beaucaire; Vauriot, Hubert Rouger et Valette, adjoints au maire de Nîmes; Truphémus, adjoint de Remoulins; des conseillers municipaux de Vauvert, Montfrin, Villeneuve-les-Avignon, Saint-Cômes, Saint-Laurent-d'Aigouze, Almarques, Canaules, etc. Parmi les militants, citons au hasard Daroussin, de Fons-sur-Laussan; Crillon, de Montfaucon; Durand, de Saint-Gilles; J.-P. Cellier, de Calvisson; Altiéry, de Bouillargues, etc. Au total, 60 communes du Gard étaient représentées par 22 maires, 25 adjoints, 124 conseillers municipaux.

A L'EXTÉRIEUR

Les ouvriers chrétiens.

Les groupements ouvriers chrétiens de sept nations européennes, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse, envoyaient à Zurich, le 13 août dernier, pour y tenir leur premier Congrès international, 76 délégués représentant 365.000 ouvriers allemands, 63.000 autrichiens, 80.000 belges, 13.000 italiens.

Voici un extrait du discours d'ouverture de ce Congrès qui est, en même temps, un programme :

« Notre but est d'obtenir un traitement plus humain, la diminution des heures de travail et l'élévation des salaires, par suite, l'accession de l'ouvrier à la petite propriété, et donc son indépendance. C'est-à-dire que nous combattons directement les effets du système capitaliste qui fait de l'homme un chiffre, abaisse les salaires et aboutit à l'asservissement de l'ouvrier. Nos moyens sont l'organisation. Nous voulons être assez forts pour imposer aux entrepreneurs nos justes volontés. C'est là préparer la lutte des classes, nous dit-on. Nous répondons que ce n'est pas notre but; mais puisque le système capitaliste aboutit à notre exploitation, nous avons le devoir de résister par la force de l'organisation; et si le monde des entrepreneurs nous fait une guerre de classe, nous voulons être en mesure de lui faire face. Notre arme est la grève ».

Le P. O espagnol.

Le Congrès du Parti ouvrier d'Espagne s'est tenu cette semaine.

Un membre de ce Parti donnera au *Socialisme* un extrait des délibérations de nos camarades espagnols.

Disons seulement dès maintenant qu'à l'unanimité le Congrès a réélu, comme président du Parti, notre vénéré camarade Pablo Iglesias.



La Presse Socialiste

De notre camarade Dumoulin, dans le *Socialiste Ardennais* :

A chaque instant, dans nos Ardennes, nous voyons des gens se réclamant du Parti dire dans les réunions que la lutte politique ne peut apporter à la classe ouvrière que des déceptions, qu'elle est un leurre, que les ouvriers ne devraient pas se donner des maîtres, en un mot ces antiparlementaires organisent l'abstention électorale. Or le résultat ne s'est pas fait attendre : aux élections départementales et aux élections municipales, nous avons été battus par suite des abstentions dans tous les centres industriels où nos bons amis avaient pu opérer. Si le bulletin de vote, d'après leur théorie, n'amène que des déceptions, l'abstention a valu aux cléricaux de s'emparer des municipalités et des autres postes où nous étions les maîtres. La voilà surtout la déception.

Il faudra bien que le Congrès de Toulouse se prononce et dise si, dans la Section Française de l'Internationale ouvrière, les uns, d'accord avec les Statuts, diront aux électeurs : « Votez », et les autres, d'accord avec les Statuts également, diront : « Ne votez pas ». Il faut que cette anomalie cesse et que le Parti, précisant de plus en plus et son action et son programme, montre à la classe ouvrière et paysanne que, seul, le Parti socialiste sait ce qu'il veut, sait où il va, c'est-à-dire vers la transformation de la propriété capitaliste en propriété communiste ou collectiviste.

Dans le même sens, du *Travailleur du Nord*, sous la signature de Vérecque :

Mais les compagnons ne sont pas seulement entrés dans les syndicats. Quelques-uns d'entre eux ont forcé la porte du Parti au sein duquel ils bafouent l'action politique et préconisent l'action directe.

Cette situation est nouvelle et spéciale. Elle ne peut pas durer; elle prête à une confusion — impossible à établir — entre les compagnons et les socialistes. Cette situation, d'ailleurs, est en contradiction avec tout notre passé, avec notre attitude de toujours; à l'égard des anarchistes, notre conduite ne peut pas changer. Les anarchistes sont nos ennemis au même titre que les bourgeois. Nous les avons toujours rencontrés sur notre route et toujours nous avons dû nous dresser contre eux; nous leur avons interdit l'entrée de nos Congrès internationaux; nous ne pouvons leur ouvrir la porte du Parti.

Il faut en finir. Que le Congrès de Toulouse remette chacun à sa place et déclare que dans le Parti on ne doit connaître que des socialistes agissant et parlant en socialistes.

Toujours dans le même sens, de l'*Ouvrier Vosgien*, sous la signature d'Aimé Piton :

Il est incontestable que, depuis plusieurs années, de nombreux efforts ont été tentés, dans le sein même du Parti, pour le faire dévier de son but.

Sa déclaration de principes spécifie que l'action politique et parlementaire doit être reconvenue nécessaire, ce qui n'empêche nullement certains membres du P. S. de passer leur temps à médire de l'action électorale et à jeter le discrédit sur les élus et les candidats socialistes.

On a pu voir en maints endroits des camarades désignés par une organisation du Parti comme candidats à une élection quelconque, être combattus, en réunions publique, par des membres du même Parti.

Une telle situation est intolérable parce qu'elle met le socialisme en fâcheuse posture devant l'opinion publique et entrave ainsi son recrutement.

Du *Cri du Var*, organe de la Fédération socialiste du Var, les réflexions suivantes :

C'est la Fédération du Gard que je veux aujourd'hui proposer en exemple à nos militants.

En 1907 elle comptait 2.210 membres cotisants; son effectif était supérieur de 540 à celui de l'année 1906.

Elle avait fait élire trois députés socialistes : Fournier, Pastre et Devèze et conquis un certain nombre de petites municipalités.

On se souvient qu'au début de 1908 ces trois députés passèrent l'arme à droite et, plutôt que

de verser leurs 3.000 francs de cotisations, préférèrent abandonner le Parti.

Il était à craindre que cette trahison n'eût pour conséquence la désorganisation de la Fédération. Il n'en a rien été cependant. Le Parti dans le Gard n'a pas souffert de ses renégats. Il faut dire à son honneur qu'il n'a pas hésité à les exécuter et que très certainement Fournier, Pastre et Devèze n'obtiendront pas le renouvellement de leur mandat en 1910.

Aux dernières élections municipales, la Fédération s'est emparée des hôtels de ville de Nîmes, d'Alais, de Beaucaire et d'un grand nombre d'autres dans des communes de moindre importance. Elle dispose de la majorité dans 37 conseils municipaux et compte plus de 200 élus dans les assemblées municipales.

Elle peut être fière de ces résultats; ils compensent largement la défaillance de ses trois députés.

A propos du X^e Congrès du textile, on lit sous les initiales L. R., dans la *Défense des Travailleurs de l'Aube* :

Le Syndicat du bâtiment de Troyes est partisan d'avoir des relations constantes avec le Parti socialiste, sans cependant se mêler à l'organisation politique de la classe ouvrière, et pourtant ce Syndicat a un grand nombre de cotisants.

D'ailleurs, ce que la Fédération nationale de l'industrie textile proposait au Congrès d'Amiens, c'est précisément ce qui existe déjà en Allemagne, en Belgique, en Autriche, etc., et partout cependant où cette entente existe, les organisations ouvrières sont proportionnellement plus fortes qu'en France.

Cependant, et en dépit des arguments tenus par certains tempéraments anarchistes au cours des débats sur la proposition textile, et alors que les relations avec le Parti socialiste ont été repoussées, les Fédérations opposées à la proposition textile, ont plutôt diminué en cotisants, alors que la Fédération textile s'est accrue de 10.000 nouvelles adhésions : ce sont les chiffres qui parlent.

Du *Cri du Peuple* de la Gironde, sous la signature de Valentin Maurin :

L'utilité des réformes, ah ! non, nous ne la nions pas; nous la clamons bien haut. Mais à l'encontre du Parti de la Conservation sociale qui ne la conçoit que dans le sens du prolongement de son existence, le Parti de la Révolution sociale, le Parti Socialiste, ne peut la placer que dans les fins révolutionnaires : (expérimentation pour la masse de l'impuissance bourgeoise, armes de combat, moyens d'éducation, de recrutement, d'organisation du prolétariat), vers lesquelles il peut seul les orienter en restant sur son terrain d'opposition irréductible de classe à part.

Avions-nous raison de préconiser en 1899 la lutte de classe contre la déviation ministérielle ? Les mêmes causes imposent la même attitude dans le cadre parlementaire.

A propos des critiques dont certains se plaisent à accabler les articles de Hyndman et de Blatchford sur les probabilités d'une guerre anglo-allemande, Quelch, écrit dans *Justice* :

Quelques-uns de nos amis semblent croire que le seul moyen d'assurer la paix est de fermer les yeux sur les faits les plus évidents, d'ignorer les enseignements de l'histoire; de prêter, de dire que les préparatifs de guerre qui se font tout autour sont de simples faux-semblants, et n'existent pas et d'adopter de pieuses résolutions réaffirmant cette vérité universellement admise que les classes ouvrières d'Allemagne et d'Angleterre n'ont entre elles aucune cause de querelle, et sont entièrement pour la paix.

Tout cela est très intéressant et très touchant, mais c'est à peu près aussi pratique que de battre du tam-tam pour épouvanter une éclipse, où que la résolution qui a été quelquefois soumise au Congrès International par les utopistes français déclarant que « la guerre est abolie ». La guerre n'a pas été abolie par l'adoption d'une résolution pareille et la guerre ne sera pas abolie par la simple déclaration des sentiments pacifiques de la classe ouvrière, tant qu'il y aura des causes de guerre. Et elles sont inhérentes au système capitaliste.

Le système capitaliste est basé sur le fait d'antagonismes et de ceux-ci surgissent naturellement la guerre et les conflits, et la seule manière de laquelle tout conflit particulier peut être évité n'est pas d'ignorer les faits et les conditions qui font la guerre, mais de les envisager avec calme et en les examinant comment ils peuvent être modifiés.

AVIS aux LECTEURS et ABONNÉS

Les amis et collaborateurs du Socialisme se sont réunis pour prendre connaissance de la situation financière de ce journal-revue.

Il résulte de l'examen des comptes :

1^o Que la vente au numéro, soit par l'intermédiaire des dépositaires amis, soit par les Messageries Hachette, couvre à peu près les frais d'impression et d'expédition;

2^o Que les recettes des abonnements ne compensent pas les dépenses d'impression et d'expédition, en raison du tarif de 5 francs pour un an, 2 fr. 50 pour six mois et 1 fr. 25 pour trois mois, qui a été établi.

Il a, en conséquence, été décidé d'un commun accord :

1^o D'inviter les lecteurs au numéro à passer par l'abonnement;

2^o De porter, à partir du 15 août, le tarif de l'abonnement à 6 francs pour un an, 3 francs pour six mois, 1 fr. 50 pour trois mois.

Les recouvrements postaux d'abonnements ne seront faits que pour un an ou six mois, et seront de 6 fr. 50 l'an et 3 fr. 25 le semestre, afin de couvrir les frais postaux.

Les abonnements partent du 15 de chaque mois. Enfin, pour couvrir le déficit résultant du tarif d'abonnement réduit, antérieurement consenti, une souscription est ouverte à partir de ce jour.

Un reçu du montant de la souscription sera envoyé à chaque souscripteur.

Adresser les fonds par mandats ou bons de poste, à l'Administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris-VI^e.

Les abonnés de trois ou six mois dont l'abonnement expire le 15 août prochain, sont priés de ne pas attendre l'expiration de cet abonnement pour le renouveler — ceci afin d'éviter les frais de recouvrement.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII^e

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS REVUE INTERNATIONALE

Sommaire du Numéro d'AOUT

Le Socialisme comme facteur du Progrès, par Edouard BERNSTEIN, ancien membre du Reichstag allemand. — *Races mourantes et Prolétariat naissant*, par Charles MALATO. — *La Psychologie de l'émigration japonaise*, par M. MAHLINGER. — *Le Mouvement révolutionnaire dans l'Inde anglaise*, par J. STIRAMULU (Rajamandri). — *Industrie et Progrès*, par Rodolphe BRODA. — *Que faire des Anti-Sociaux*, par le Docteur TOULOUSE. — *La Grève de Parme*, par R. RIGOLA, ancien député, secrétaire de la Confédération générale del Lavoro. — *Le Socialisme en Amérique du Sud*, par Manuel UGARTE. — *La Misère en Russie*, par Charles DUMAS. — *Les Elections législatives en Belgique*, par M.-L. PÉPIN, député de Mons. — *L'Avenir économique du Canada*, par M. ADORB. — *La Navigation aérienne dans le Présent et dans l'Avenir*, par John H. LEDEBOER (Londres). — *Les récentes Expéditions au Pôle Nord*, par Rich. HENNIG. — *Les Nouveaux Mouvements dans l'Art actuel*, par Camille MAUCLAIR. — *Chroniques*.

Abonnement annuel : 8 francs pour la France et 10 francs pour l'Étranger, en adressant le montant à l'administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris (VI^e.)

EN VENTE

AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE
VINCENT CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés; Bilan des Compagnies d'assurances; bénéfices réalisés par ces Compagnies; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à 0 fr. 10 (6 fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin

Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : " Le mouvement ouvrier international ", rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. — 10 francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. — Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L.; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Lè Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII^e
Administrateur-Délégué : L. MIOT.